

CAMILLERI, Joseph A. et FALK, Jim. *The End of Sovereignty ? The Politics of a Shrinking and Fragmenting World*. Hants (Engl.), Edward Elgar Publishing Limited, 1992, 320 p.

Gilles Breton

Volume 25, Number 1, 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703285ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703285ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Breton, G. (1994). Review of [CAMILLERI, Joseph A. et FALK, Jim. *The End of Sovereignty ? The Politics of a Shrinking and Fragmenting World*. Hants (Engl.), Edward Elgar Publishing Limited, 1992, 320 p.] *Études internationales*, 25(1), 160–162. <https://doi.org/10.7202/703285ar>

## 2. COMPTES RENDUS

### THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

CAMILLERI, Joseph A. et FALK, Jim. *The End of Sovereignty? The Politics of a Shrinking and Fragmenting World*. Hants (Engl.), Edward Elgar Publishing Limited, 1992, 320 p.

Ils sont de plus en plus nombreux ceux et celles qui estiment que la vie politique internationale vit présentement une période de changement profond et qui tentent de lui donner sa pleine signification. Les ouvrages récents ne manquent pas qui, chacun à sa façon et selon des registres différents, nous proposent des analyses qui mettent au jour la dénationalisation des économies nationales, le retournement du monde ou encore l'érosion de la souveraineté de l'État-nation. Ils sont tout aussi nombreux et même plus que les précédents ceux et celles qui estiment, bien au contraire, que les soubresauts actuels ne sont précisément que des soubresauts, et qu'aucune tendance lourde n'est venue modifier substantiellement les grands paramètres qui structurent la vie politique internationale. Si le changement est reconnu, il est immédiatement considéré comme marginal étant donné les capacités d'adaptation du système international. Qui plus est, ceux qui diagnostiquent la continuité estiment que ce sont les partisans du changement qui ont le fardeau de la preuve, que c'est à ces derniers qu'il revient de prouver que les mutations identifiées sont bien réelles et non virtuelles, structurelles et non con-

joncturelles. À défaut d'une telle preuve, nous disent-ils, l'on ne voit pas pourquoi l'on bousculerait nos instruments d'analyse et entreprendrait de réformer nos manières de réfléchir et d'analyser la réalité.

C'est dans cette conjoncture intellectuelle et politique qu'est paru cet ouvrage. Il s'agit évidemment d'un plaidoyer en faveur du changement, et à mon avis, d'un plaidoyer sérieux, réfléchi, serré, solide et pour tout dire, convaincant. Leur propos: montrer qu'en ces temps de globalisation des différentes facettes des relations sociales, économiques, culturelles, politiques et autres, il est impérieux de réaliser que la théorie classique de la souveraineté qui repose sur la division tout aussi classique entre la souveraineté interne et externe, n'est plus d'un très grand secours pour comprendre la nouvelle réalité de la vie politique internationale.

Camilleri et Falk inscrivent leurs analyses dans la mouvance post-moderne, c'est-à-dire, dans ces perspectives qui remettent en question les grandes structures monolithiques et interprétations méta-narratives qui ne peuvent plus saisir, nous disent-ils, les ruptures et discontinuités qui caractérisent cette fin de xx<sup>e</sup> siècle.

De même, ces auteurs insistent pour considérer la souveraineté pour ce qu'elle est, un concept inventé dans des conjonctures politique et intellectuelle bien délimitées, plus précisément celles de l'Europe occidentale des 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles. Pour ces auteurs, la souveraineté est tout simplement une perspective d'analyse et de discours sur le réel qui combine un certain modèle de l'organisation sociale

et de l'espace avec une conception de l'autorité et du pouvoir qui prend forme à un moment clairement délimité de l'histoire. Si tel est le cas, l'on peut donc, comme on le fait pour tout autre discours et théorie, se demander s'il nous est encore d'une certaine utilité pour comprendre le monde politique actuel et donner toute sa signification aux changements qu'il subit présentement ?

Pour répondre à cette question, Camilleri et Falk constatent qu'il faut dépasser le clivage désormais classique entre les souverainetés *de facto* et *de jure*. L'on sait que beaucoup d'auteurs se contentent de cette distinction pour conclure que la globalisation ne brime pas la souveraineté juridique de l'État-nation puisqu'à l'extérieur de celui-ci n'apparaît aucune forme politique souveraine supranationale, internationale, mondiale ou autre qui aurait le pouvoir de dicter lois, règles et normes aux États présents dans le système inter-étatique. Ce faisant, l'on fait correspondre la souveraineté formelle et juridique à la souveraineté réelle.

Le terrain de la réflexion ainsi délimité, Camilleri et Falk entreprennent donc leur étude de la souveraineté. Pour ce faire, ils distinguent entre la capacité d'action de l'État et la possibilité de déterminer lui-même, de manière autonome les objectifs qu'il entend poursuivre et nous suggèrent d'analyser la souveraineté de l'État en se référant aux dimensions suivantes : sa capacité, ainsi que son autonomie interne, externe et subjective. Définies rapidement, les capacités de l'État font référence au montant des ressources que ce dernier a à sa disposi-

tion pour réaliser ses objectifs, alors que les notions d'autonomie interne et externe définissent respectivement la marge de manœuvre et le degré de liberté dont l'État dispose pour agir indépendamment des autres acteurs dans la gestion de ses affaires internes ainsi qu'à l'intérieur des institutions internationales. Enfin, l'autonomie subjective réfère à la volonté de l'État, c'est-à-dire à la possibilité qui reste à ce dernier de formuler lui-même et d'atteindre la réalisation de ses propres objectifs.

Dans cette perspective, un État souverain est celui qui possède un haut niveau de capacités ainsi qu'une autonomie interne, externe et subjective correspondante. Dès qu'un État voit ses capacités réduites dans chacun de ces domaines, il voit sa souveraineté réduite d'autant.

Le corps de leur ouvrage consiste à rendre compte de cette réduction de la souveraineté de l'État-nation à la lumière des tensions structurelles inédites auquel il est désormais confronté. Un chapitre est consacré à l'examen attentif de chacune de ces cinq tensions dont les auteurs estiment que les plus déterminantes sont : la mondialisation de l'économie, l'homogénéisation provoquée par le changement technologique, la globalisation du dilemme de la sécurité, la crise écologique et enfin, le développement de nouvelles consciences et de formes d'actions locales et transnationales. Chacun de ces chapitres est l'occasion d'analyses fines et très documentées qui permettent à chaque fois de saisir comment ces différents aspects de la globalisation participent à la remise en question de la

souveraineté de l'État-nation elle-même ainsi que de la théorie «réaliste» de la souveraineté.

Au total, ces tensions ont pour résultats de miner pour ne pas dire démanteler la souveraineté de l'État-nation. En effet, celui-ci, en plus de voir ses frontières économiques, sociales, culturelles et autres remises en question parce que de plus en plus poreuses et perméables, assiste aussi à une remise en cause de son autorité et de sa légitimité par l'amenuisement continu des différentes facettes de son autonomie et de ses propres capacités à réaliser et surtout à définir ses propres objectifs.

L'apport de cet ouvrage se situe très nettement du côté des propositions de lecture et d'analyse qui sont faites de la souveraineté à l'heure de la globalisation. Soyons plus précis, la contribution des auteurs se situe plus dans la justesse et la précision du diagnostic qu'ils nous proposent de la situation présente de l'État-nation et de sa souveraineté que dans une quelconque proposition théorique susceptible de nous indiquer de nouvelles pistes de réflexion à partir desquelles penser la recomposition de l'État. À cet égard, la suggestion de considérer les analyses du système-monde de I. Wallerstein comme un bon point de départ, me semble très peu stimulante, pour ne pas dire carrément décevante de la part d'auteurs qui tiennent tant à rejeter les grandes interprétations méta-narratives et l'économisme.

Un ouvrage important à lire pour ceux et celles qui doutent encore que le monde change mais aussi pour ceux

et celles qui en sont convaincus et qui voudraient ajouter de l'eau à leur moulin.

Gilles BRETON

Département de science politique  
Université Laval, Québec

CARRÉ, Olivier. *Le nationalisme arabe*. Paris, Fayard, 1993, 304 p.

Écrit après la guerre du Golfe, ce livre vient s'ajouter aux études portant sur l'évolution de la pensée politique arabe. Olivier Carré cherche ici à analyser l'évolution d'un des thèmes centraux chers aux intellectuels et aux dirigeants arabes, soit le nationalisme arabe ou panarabisme. Les discours tenus par Saddam Hussein en 1991 ont en effet ravivé une flamme qu'on croyait éteinte. L'auteur postule cependant qu'il faut n'y voir qu'une parenthèse. Le panarabisme, dit d'inspiration hégémonique (sous la tutelle d'un État arabe fort, soit l'Égypte, la Syrie,...), est bel et bien mort. À sa place a émergé un panarabisme souple, une coopération inter-arabe modeste mais réelle.

Pour bien comprendre l'idéologie panarabiste, Olivier Carré a retracé ses différentes formes depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle. Les chapitres II et III sont consacrés aux tenants du baassisme, les chapitres IV et V aux partisans du nassérisme, le chapitre VI à ce qu'il appelle le «palestinisme», et enfin, les derniers chapitres abordent les questions relatives à la parenthèse islamiste actuelle, aux demandes pour la démocratie et aux perspectives d'après-guerres arabes (du Golfe, du Liban,...). Fait intéressant, toutes ces pensées politiques, même dans leurs